

Opinion



Maxime Gillet

En troisième bachelier de droit
à l'Université Saint-Louis (Bruxelles)^(*)

■ Les "mesures actives" désignent en russe les techniques de guerre politique conduites par les services de sécurité soviétiques pour influencer le cours des événements mondiaux. On n'est pas dans la fiction. Conflit en cours sur la Toile.

ments. Ces mesures incluent la désinformation, la propagande, la contrefaçon de documents officiels et la répression politique. L'objectif est simple : inonder la Toile de fausses informations afin d'exploiter les lignes de fracture de nos démocraties occidentales – le résultat est fulgurant. En Occident, les mouvements populistes connaissent un regain de popularité et les partis d'extrême droite explosent dans les sondages.

L'Europe en est la première victime, paralysée par ses dissensions internes au moment même où son unité s'avère être plus essentielle que jamais. De ce ressentiment naît l'impuissance. A l'inverse, la Russie jouit en apparence d'une unité totale, sous la coupe de son dirigeant tout-puissant.

L'info a changé, les valeurs non

Devant ce problème dont l'éénue reste à déterminer, les nations européennes semblent bien démunies. Institutionnellement, il semble excessivement difficile d'endiguer cette marée de "fake news", au risque de mettre en péril un des fondements de notre démocratie : le droit à la liberté d'expression. Une seule arme demeure, dans les mains des Européens : leur sens critique.

Lentement, les institutions européennes ont commencé à prendre la mesure de la gravité de la situation. Elles ont lancé un site internet appelé "euvsdisinfo.eu". Quotidiennement, le site publie un catalogue d'articles politiques russes afin d'exposer les mensonges. Par exemple, un post du 24 octobre 2017 décortique une histoire propagée sur de nombreux médias slaves concernant les soi-disant dommages causés par un navire américain dans un port ukrainien. Il s'avère en réalité que le vaisseau était de nationalité maltaise et que les dégâts étaient très limités.

Le site offre également des "Disinformation Awards"^(*) aux médias russes les plus malhonnêtes. Sur un ton tantôt humoristique, tantôt ré-

voitant, le site Internet expose avec brio les tentatives du Kremlin d'influencer notre vie quotidienne. S'il faut saluer cette initiative, force est de constater qu'au final, son impact ne sera toutefois que négligeable face à l'ampleur du phénomène qu'il entend combattre.

Au moment de conclure cet article, nous devons faire un constat, et ce pour protéger notre démocratie et ses valeurs : nous sommes en guerre avec la Russie. Cette guerre a lieu en ce moment même, sur la Toile, dans nos journaux, et, même si elle est numérique, son enjeu est bien réel. Avec l'arrivée d'Internet, nos sociétés ont changé : l'accès aux informations est devenu plus simple que jamais, au détriment de leur qualité. Ce qui n'a pas changé, toutefois, c'est notre modèle démocratique, sa lenteur, sa vulnérabilité, mais aussi ses valeurs et ses principes.

C'est à nous qu'il revient de les réaffirmer et de les défendre, face à ceux qui tentent de nous diviser. Fermer les yeux sur ce problème, c'est courir à notre perte. Vous êtes, cher lecteur, la première ligne de défense dans cette bataille digitale. Affûtez votre sens critique : c'est votre meilleure arme.

→ (1) "Tous ces stupides contestataires de l'Ukraine ayant rejoint l'UE vous détruiront. Vous avez pensé que la Russie vous dominait : attendez que l'UE prenne le contrôle!"

→ (2) "La façon dont l'Union européenne étire l'Ukraine alimente la tension de la Russie; le Royaume-Uni doit s'associer avec la Russie et mettre l'UE à sa place."

→ (3) "Les trophées de la désinformation".

→ (*) Maxime Gillet est membre de la Conférence Olivaint (centre interuniversitaire de formation à la gouvernance). Il s'exprime à titre personnel.

OPINION

Produisez, consommez, produisez... Stop!

■ Dès 2018, virage politique à 180 degrés : avant d'acheter autrement, achetons moins.

Géraldine Duquenne et Valéry Witsel
Commission "Justice et Paix".

Pour éviter une misère généralisée et une perte catastrophique de biodiversité, l'humanité doit adopter une alternative plus durable écologiquement que la pratique qui est la sienne aujourd'hui. Tel était le message dans la revue "Biosciences" de 15 000 scientifiques en marge de la Cop23 au mois de novembre dernier. Autrement dit, notre modèle de civilisation détruit chaque année un peu plus le capital naturel qui assure aux populations un avenir digne et désirable.

Chacun a sa part de responsabilité. Donald Trump, bien sûr, qui, par son absence d'engagement sur le climat, met en péril le monde entier. Mais aussi la grande majorité des décideurs politiques dont les décisions restent soumises au dogme de la croissance du PIB. "Produire, consommer et croître toujours plus !" demeure le discours majoritaire de nos représentants. Or, notre planète est limitée. Cette politique du "toujours plus" repose sur la croyance en une disponibilité infinie de ressources comme les forêts, les minerais, les sols, les stocks de poissons mais également les énergies fossiles comme le pétrole ou le gaz naturel.

Par ailleurs, notre modèle de croissance continue à malmenager des systèmes dont la stabilité est pourtant vitale pour les sociétés humaines : le climat, mais aussi les écosystèmes ou les cycles de l'eau et de l'azote. Vu l'importance des menaces qui pèsent sur l'humanité, il est urgent de changer de logiciel et d'amorcer de véritables ruptures ! Bousculons nos habitudes et ouvrons notre imaginaire !

Pour commencer, avant d'acheter autrement, achetons moins! La révolution culturelle qu'imposent les contours physiques d'un monde limité exige une transformation de notre rapport au monde, de notre conception du bonheur, de nos besoins et de nos désirs. Il importe non seulement de consommer "autrement", mais de consommer "moins". Quand on y réfléchit, l'accumulation sans borne d'objets de toutes sortes permet-elle réellement d'être plus heureux? L'éclairage des magasins pendant la nuit, même avec des leds, est-il indispensable? La quantité inouïe de papier, d'encre et d'écrans plats utilisés par les publicitaires pour nous vendre des produits à l'utilité questionable

et à l'obsolescence planifiée dans le temps apporte-t-elle un quelconque progrès à l'humanité? Avons-nous réellement besoin de voitures équipées "full options" dont la carrosserie et le moteur nous permettent techniquement de monter jusqu'à 260 km/h alors que la vitesse est limitée légalement à 120 km/h? Les exemples d'absurdité de la société de consommation sont innombrables.

Dès 2018, amorçons donc un virage politique à 180 degrés! Même si la libération du productivisme et du consumérisme ne peut être uniquement une démarche individuelle... A l'éthique personnelle doivent être associés des engagements politiques. Nos représentants ont les moyens d'agir à plusieurs niveaux en faveur d'une gestion responsable et durable des ressources naturelles. Ceux-ci peuvent voter des lois, règlements et normes techniques de qualité concernant les produits ou les modes de fabrication et les assortir de sanctions en cas de non-respect. Ils devraient aussi inciter davantage les entreprises afin qu'elles adoptent des comportements durables comme l'écoconception, c'est-à-dire la conception de produits pensés en vue de la réparation, de la récupération de pièces et du recyclage. Les produits et comportements non durables pourraient être davantage pénalisés. Nous pensons particulièrement aux produits destinés à être obsolètes après une durée déterminée, les objets hautement inutiles ou trop complexes pour être envisagés dans une économie circulaire.

Parallèlement, on est en droit d'attendre de nos décideurs politiques que soient soutenues les activités sociales, collaboratives et écologiques telles que les "repair café", les pratiques agrobiologiques ou les différentes initiatives citoyennes de Transition. En tant que citoyens ou représentants du monde associatif, nous avons un rôle à jouer ! La lutte contre le Ceta et le TTIP a démontré que lorsqu'on agit de façon coalisée, les lignes peuvent bouger. Les prochaines élections 2018 et 2019 sont des opportunités à saisir pour interpellier le pouvoir politique ! Nous n'avons plus le luxe d'attendre plus longtemps...

→ (1) Lire l'étude de la Commission "Justice et Paix", "Une planète à bout de souffle. Réduire, Imaginer, Agir".